



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général  
aux Affaires Départementales**

**Arrêté n°2025 SGAD/BE-053 en date du 13 mars 2025**

fixant des prescriptions complémentaires à la centrale d'enrobage exploitée par la société Colas France située sur l'A10, sortie Châtelleraut Nord 86100 Châtelleraut, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la Vienne  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées annexées à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-DCPPAT/BE-007 en date du 24 janvier 2018 autorisant monsieur le directeur de la société Colas Centre Ouest à exploiter, sous certaines conditions, péage Châtelleraut Nord, commune de Châtelleraut, une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers au liant hydrocarboné, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-DCPPAT-BE-112 en date du 15 juin 2023 fixant des prescriptions complémentaires à la centrale d'enrobage exploitée par la société Charrier TP Sud située « péage Châtelleraut Nord » 86100 Châtelleraut, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-SG-SGAD-011 en date du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, sous-préfet de l'arrondissement de Poitiers ;

**Vu** le dossier référencé 23\_15.02\_FTO, établi par la société Geoscope et daté d'avril 2023, relatif à la demande de changement d'exploitant et à la notification de modification des installations, transmis par courrier du 17 avril 2023 ;

**Vu** le courrier de demande de modification des prescriptions applicables aux installations en date du 17 juillet 2023 ;

**Vu** la lettre préfectorale du 5 décembre 2024 prenant acte du changement d'exploitant des installations au profit de la société Colas France ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 janvier 2025 ;

**Vu** le courriel adressé le 24 janvier 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant par courrier du 7 février 2025 et par courriel du 5 mars 2025 ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2018 impose la présence sur l'installation d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée aux risques sans être inférieure à 100 l et des pelles, ainsi qu'une quantité d'émulseur minimale de 2,7 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que l'exploitant ne prévoyait pas de tels dispositifs dans sa demande du 17 avril 2023 susvisée ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2023 n'a pas modifié les prescriptions relatives aux moyens de lutte contre l'incendie ;

**Considérant** que l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ne prévoit pas la mise en place de ces moyens au sein des centrales d'enrobage ;

**Considérant** qu'il peut être réservé une suite favorable à la demande de l'exploitant ;

**Considérant** que dans son courrier du 7 février 2025, l'exploitant indique que le confinement des eaux d'extinction sur le site se fera au moyen de 2 bassins de 47 et 383 m<sup>3</sup>, permettant de répondre au besoin de confinement initialement estimé à 340 m<sup>3</sup>, volume estimé considérant la mise en place d'un confinement interne ;

**Considérant** que la solution finalement retenue vise à la mise en place d'un confinement externe, nécessitant la prise en compte des apports liés aux intempéries, et induisant ainsi un volume à confiner de 504 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que dans son courriel du 5 mars 2025, justifie de sa capacité à confiner ce volume via la rétention associée au stockage de bitume (220 m<sup>3</sup>) et la mise en place de 3 bassins étanches (325, 9,9 et 50 m<sup>3</sup>) pour un volume total de 384,9 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que ces projets de modification ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur des projets de modification ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32, ni une nouvelle participation du public, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 – EXPLOITANT**

Les dispositions applicables à l'installation exploitée par la société Colas France, SIREN 329 338 883, dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia 70015 Paris, pour la station d'enrobage qu'elle exploite sur l'A10, sortie Châtelleraut Nord 86100 Châtelleraut, sont complétés par les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION**

L'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2018 susvisé est remplacé comme suit :

*« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :*

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis sur le site et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;*
- d'une bache incendie d'un volume minimale de 120 m<sup>3</sup> permettant de fournir un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h durant 2 h. Une aire de stationnement des engins permettant aux services d'incendie et de secours de stationner est présente à proximité immédiate de la réserve incendie (distance inférieure à 5 m). La distance entre l'installation et la réserve incendie, mesurée par les voies*

- praticables aux engins des services d'incendie et de secours, est inférieure à 100 m ;*
- de matériaux absorbants ou de sable en quantité suffisante, ou de tout autre moyens permettant d'agir rapidement en cas d'écoulement susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol ;*
  - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;*
  - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.*
- Ces matériels doivent être maintenus en bon état. Le personnel est formé à la manipulation et à l'emploi des moyens de secours. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de l'entretien du matériel et de la formation du personnel. »*

### **ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérécourse citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

- 1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

### **ARTICLE 4 – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Châtellerault et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne ;

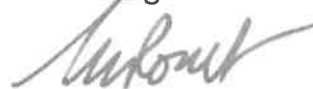
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques "actions d'État – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles") pour une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 5 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de Châtellerauld, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Colas France et dont une copie sera adressée au maire de Châtellerauld ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Poitiers, le 13 mars 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Etienne BRUN-ROVET